



Tél. : 01.34.70.03.11  
Fax : 01.30.34.27.68  
e-mail : mairie@bernes95.fr

2026-06

***ARRÊTÉ MUNICIPAL  
PORTANT INTERDICTION D'ACCÈS AU MARAIS DE  
BERNES-SUR-OISE À L'OCCASION DE BATTUES DE  
CHASSE***

Le Maire de Bernes-sur-Oise,

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.424-1 et suivants relatifs à la gestion cynégétique ;

**VU** le Code de la sécurité intérieure ;

**VU** la demande de l'Association de chasse de Bruyères-sur-Oise en date du 05 janvier 2026 sollicitant l'organisation de battues de chasse au sanglier ;

**CONSIDÉRANT** que la prolifération des sangliers sur le territoire communal, et notamment dans le secteur du marais de Bernes-sur-Oise, occasionne des dégâts importants aux cultures, aux espaces naturels et constitue un risque pour la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réguler la population de sangliers afin de prévenir les risques d'accidents et les dommages aux biens et aux personnes ;

**CONSIDÉRANT** que des opérations de battues de chasse sont organisées les 10 et 17 janvier 2026 dans le secteur de l'Espace naturel sensible du Marais ;

**CONSIDÉRANT** que ces opérations cynégétiques peuvent présenter des risques pour la sécurité des personnes circulant dans ce secteur ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au maire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité publique ;

**CONSIDÉRANT** que l'interdiction temporaire d'accès au marais pendant ces opérations est une mesure nécessaire et proportionnée à l'objectif de sécurité poursuivi ;

***ARRÊTE***

***ARTICLE 1 : OBJET***

L'accès à l'Espace naturel sensible du Marais de Bernes-sur-Oise est interdit au public les dates suivantes :

- Le samedi 10 janvier 2026
- Le samedi 17 janvier 2026:

***ARTICLE 2 : HORAIRES***

L'interdiction d'accès est applicable de 08h30 à 13h00.

***ARTICLE 3 : DEROGATIONS***

Par dérogation aux dispositions de l'article 1, cette interdiction ne s'applique pas :

- Aux chasseurs participants aux battues dûment autorisés par l'Association de chasse de Bruyères-sur-Oise ;
- Aux membres des services de secours et de sécurité (pompiers, SAMU, gendarmerie) ;
- Aux agents des services municipaux et aux forces de l'ordre dans l'exercice de leurs missions.

***ARTICLE 4 : MESURE DE SÉCURITÉ***

L'Association de chasse de Bruyères-sur-Oise devra :

- Mettre en place une signalisation visible et conforme à la réglementation aux différents points d'accès de l'Espace naturel sensible du Marais ;
- Assurer la présence de personnels chargés de veiller au respect de l'interdiction d'accès ;
- Respecter strictement les règles de sécurité en vigueur pour les opérations de chasse ;
- Être responsable de la mise en place et du retrait de la signalisation.

### **ARTICLE 5 : SIGNALISATION**

Des panneaux temporaires indiquant « ACCÈS INTERDIT - BATTUE DE CHASSE EN COURS » seront installés à tous les accès du marais avant chaque opération et retirés immédiatement après.

### **ARTICLE 6 – SANCTIONS**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 8 – EXÉCUTION**

Monsieur le Maire de Bernes-sur-Oise,  
Le commandant de la Gendarmerie de Persan,  
Le responsable de la Police Municipale,  
L'association de Chasse de Bruyères-sur-Oise,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Bernes-sur-Oise, le 07 janvier 2026  
Le Maire,

ANTY Olivier



### **DATE DE PUBLICATION :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département (confère art L2131-1 et L2131-2 du CGCT). Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.*

*Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application télérecours citoyen accessible via le site interne [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*